

# changer

PAGE 4

Dans une zone sinistrée de l'industrie anglaise

## DES CHOMEURS CREENT DES EMPLOIS



PAGE 8

## FENETRE SUR COUPLE

Regards croisés sur la communication  
dans la vie à deux



PAGE 10

## LES SYNDICATS NOIRS EN AFRIQUE DU SUD



Participez à la campagne  
de promotion de « Changer »

PAGE 15

**COLLECTION RELIEE**  
**des n<sup>os</sup> de « CHANGER » 1984**

Un utile volume de référence  
sous une présentation solide et soignée

Commandez-la aujourd'hui à l'une de nos adresses

80 FF

Frs.s. 24.—

**CHANGER vous intéresse ?**  
**ABONNEZ-VOUS... INFORMEZ-VOUS...**

En renvoyant ce bulletin dûment rempli et découpé à l'une des adresses suivantes :

Suisse : CHANGER  
CH - 1824 CAUX

France et autres pays :  
CHANGER  
68 boulevard Flandrin  
F - 75116 PARIS

M./Mme/Mlle..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de..... 19.... et s'acquittera du montant de l'abonnement dès réception de votre facture (tarifs ci-contre).

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

commande ... exemplaires du n° .... de CHANGER (paiement sur facture).

Date : ..... Signature : .....

**changer**

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle  
publiée par le Réarmement moral  
Commission paritaire de la presse : N° 62060

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.  
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.  
Tél. (022) 33.09.20.

**Responsable de la publication :**  
Jean-Jacques Odier.

**Rédaction et réalisation :** Frédéric et Nathalie Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piguët, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

**Administration, diffusion :** Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain.

**Société éditrice :** Éditions, théâtre et films de Caux, S.A., Lucerne (Suisse).

**Imprimerie :** J.P., 69150 Décines (France).

**ABONNEMENTS**

annuels (11 ou 12 numéros)

France : FF 90 ; Suisse : Fr.s.25. — .

Belgique : FB 630 ; Canada : \$ 17. — .

Autres pays par voie normale : FF 100 ou Fr.s.28. — . Par avion : FF 100 ou Fr.s.30. — . Prix spécial étudiants, lycéens : FF 45 ; Fr.s.16. — ; FB 315.

**Verser le montant de l'abonnement :**

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th. de Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat ou chèque bancaire de 5 500 francs CFA (abonnement avion) ou 5 000 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 40 T, La Source, France.

**Que veut le Réarmement moral ?**

*La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.*

*Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.*

*Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.*

*Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.*

## Rencontre franco-allemande à Rastatt 15 – 17 février 1985

« La réconciliation franco-allemande, que signifie-t-elle pour l'avenir des deux peuples et pour le monde ? » Telle est la question posée à ceux qui, du 15 au 17 février, participeront à la rencontre organisée conjointement par les équipes française et allemande du Réarmement moral dans la petite ville historique rhénane de Rastatt.

Ces journées marqueront le point de départ d'une recherche commune, de part et d'autre du Rhin, des moyens de sensibiliser les deux peuples à la tâche que leur réconciliation quasi miraculeuse de l'après-guerre leur impose de trouver dans la phase difficile que traverse la construction de l'Europe.

Au centre français du Réarmement moral, à Boulogne-Billancourt, a eu lieu le 15 décembre une réunion préparatoire aux journées de Rastatt. M. Michel Sentis y a exposé les raisons qui rendent impérative, selon lui, cette réactivation de la dynamique franco-allemande. Nous reproduisons ci-contre ses propos.

## LA NOUVELLE TACHE COMMUNE DES FRANÇAIS ET DES ALLEMANDS

Avant de prendre son poste de président de la Commission européenne, Jacques Delors a fait le tour des capitales européennes. Il en a rapporté, dit-on, l'impression d'une Europe éclatée. Chaque pays a sa conception de l'Europe.

Cette Europe éclatée est à l'image d'une Afrique éclatée, d'une Asie éclatée, d'une Amérique latine éclatée, bref d'un monde éclaté. Les égoïsmes triomphants dominent la géopolitique, dissimulés derrière les paravents des grandes déclarations de solidarité. Depuis dix ans, l'échec de toutes les grandes conférences internationales sur le développement, sur l'aide au Tiers-Monde, ont usé les bonnes volontés et ridiculisé les grands idéaux.

Face à ce diagnostic, il faut nous remettre en question personnellement et chercher où notre comportement peut rejoindre la grande géopolitique. Nous devons d'abord prendre conscience que nous sommes Européens, non pas tant membres de la « Communauté européenne » qu'héritiers de l'histoire extraordinaire qui, depuis 25 siècles, a fait l'Europe, histoire profondément marquée par notre capital judéo-chrétien.

Les pères fondateurs de la Communauté avaient conscience que cette Europe devait se construire à partir de ce capital spirituel indivis. Si l'Europe de 1985 est éclatée, c'est peut-être parce qu'elle s'est détachée de ses racines spirituelles. La Pologne, au contraire, se retrouve elle-même parce que, toute autre avenue lui étant bouchée, elle est contrainte de se nourrir de ses racines les plus profondes.

Nous ne pouvons pas laisser se défaire la Communauté, parce que ce serait renier notre capital. Nous sommes contraints de la rassembler à nouveau, comme se rassemble une famille face à la tragédie.

Dans cette famille, deux membres paraissent jouer un rôle plus déterminant. L'Allemagne d'abord, parce qu'elle est la seule qui subit au premier rang la pression idéologique et militaire de l'URSS. Si elle ne résiste pas, c'est toute l'Europe qui cède. A ce titre, aujourd'hui en Europe, nous sommes tous Allemands parce que le sort de l'Allemagne, c'est le nôtre ; la réunification de l'Allemagne, c'est la réunification de l'Europe.

Le deuxième membre jouant un rôle plus déterminant est la France, parce que, géographiquement, elle est le seul pays qui soit à la fois sur la Méditerranée et sur la mer du Nord. Quels liens y aurait-il entre le Danemark et la Grèce, entre les Pays-Bas et l'Italie, entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, sans la France ? Si la France s'effondre, il n'y aura plus que des « Etats baltes », mangés les uns après les autres par l'hégémonie soviétique.

Comme, en 1950, ce fut la réconciliation franco-allemande qui fut le germe générateur de la Communauté, aujourd'hui, trente-cinq ans plus tard, c'est autour du pôle France-Allemagne que doivent s'amorcer la réflexion et la dynamique qui conduiront à ressouder la famille européenne.

Comme l'ont fait en 1950 Robert Schuman et Konrad Adenauer, Allemands et Français doivent puiser dans leur capital spirituel indivis pour tracer les grands traits de la société qu'ils veulent créer en commun. Dans cette recherche, les autres nations les rejoindront, car ce capital spirituel leur appartient également.

Si nous réfléchissons dans cette perspective, chacun d'entre nous pourrait peut-être trouver quelle initiative, quel comportement, quel engagement s'inscrivent dans ce grand dessein mondial.

MICHEL SENTIS

## LA VILLE EN PARLE

### RECIPROCITE

La scène s'est déroulée à Berne. On me jure qu'elle est vraie.

Or donc, dans un restaurant self-service, une honorable dame de 75 ans choisit un bol de soupe et va s'installer à une table. « Flûte !, se dit-elle, j'ai oublié le morceau de pain. » Elle se lève, prend son pain, retourne à sa place... et trouve un Noir attablé devant la soupe.

Et qui est même en train de la manger !

« Alors ça, se dit-elle, c'est la meilleure. Mais c'est sans aucun doute un pauvre homme. Je ne lui ferai pas de remarque. Mais, tout de même, je ne vais pas me laisser complètement faire. »

Elle s'empare d'une cuiller, s'assied en face du Noir et, sans dire un mot, pioche également dans le bol de soupe. L'homme et la femme soupent ensemble, à tour de rôle, et en silence.

Puis le Noir se lève. Il va chercher une confortable assiette de spaghettis à la bolognaise et la dispose devant la gentille dame. Avec deux fourchettes ! Et ils mangent tous les deux, toujours en silence et à tour de rôle.

Enfin ils se quittent.

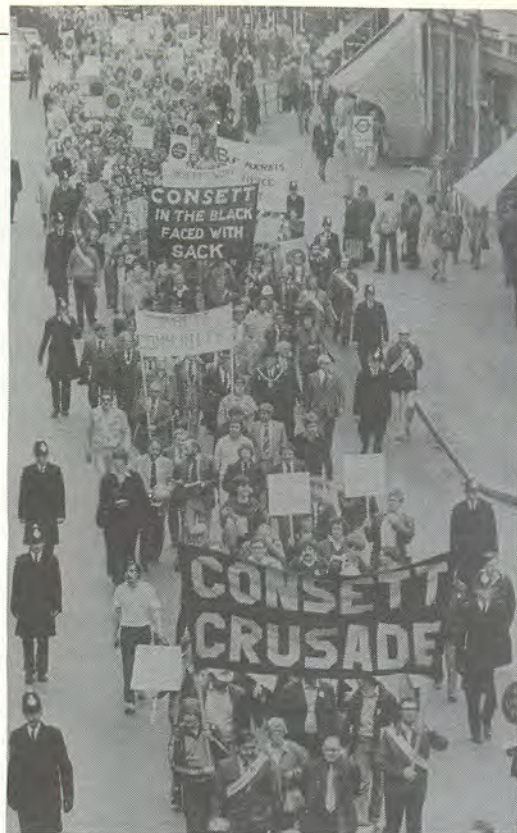
« Au revoir », dit la dame paisiblement. « Au revoir », répond le Noir, avec une douce lueur dans les yeux. Il donne l'impression d'un homme qui est heureux d'avoir aidé son prochain.

Il s'en va donc, et la dame le suit des yeux. Du même coup, elle voit, sur la table d'à côté... un bol de soupe qui semblait avoir été oublié (*La Suisse, Genève*).

Dans une zone sinistrée de l'industrie anglaise

# DES CHOMEURS CREENT DES EMPLOIS

par Tom Jones



Londres, juin 1980. Les ouvriers de Consett manifestent contre la fermeture de leur aciérie

*Face au fléau universel qu'est devenu le chômage, il est d'autant plus important de ne pas voir la seule masse – accablante il est vrai – des statistiques nationales ou internationales.*

*Même lorsqu'un seul emploi est créé, à plus forte raison quelques dizaines, il y a lieu de se réjouir, surtout si cela se fait grâce à la détermination d'une poignée d'hommes refusant de dépendre exclusivement du gouvernement, des syndicats ou de toute autre institution.*

*C'est pourquoi nous présentons ci-dessous l'histoire d'une petite coopérative, créée en Angleterre par des chômeurs décidés à trouver du travail pour eux-mêmes et pour quelques uns de leurs camarades, tous licenciés de la même entreprise nationalisée.*

*Alors que les experts semblent d'accord pour dire que la plus grande partie des emplois à créer se trouvent dans les petites entreprises, cette histoire est exemplaire : les hommes de Consett se sont attaqués au problème par le bon bout.*

LA RÉDACTION

La ville de Consett, dans le nord-est de l'Angleterre, s'est développée autour de ses hauts fourneaux, construits il y a un siècle et demi. Le charbon, le minerai de fer et la chaux se trouvaient en abondance dans les collines de la région, fournissant les matières premières nécessaires à la sidérurgie naissante et du travail à des milliers d'hommes, embauchés dans les mines, les usines et les carrières. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'aciérie de Consett fut quelque temps la plus importante d'Europe.

Mais, avec l'épuisement des matières premières locales, Consett, située à 40 km de la côte et à 300 mètres d'altitude, donc d'un accès difficile depuis les ports les plus proches, se trouva de plus en plus isolée.

En décembre 1979, B.S.C.<sup>1</sup> fait connaître son intention de fermer l'usine. Quelques mois auparavant, les ouvriers avaient accepté le principe de la fermeture d'un laminoir à condition que la production se poursuive dans les autres unités. Mais le marché mondial de l'acier était au plus bas et la Communauté européenne venait de décider une réduction de la production d'acier, accompagnée d'aides financières aux entreprises devant licencier ou fermer. Entre temps, la B.S.C. avait construit deux usines ultra-modernes, l'une en Ecosse et l'autre près de Stockton. Ces investissements n'étaient rentabilisés que par la production continue, bien que ces unités n'aient encore pas travaillé à pleine capacité. D'où l'idée que l'on pourrait se passer des unités plus petites et plus anciennes comme celle de Consett.

En 1967, au moment de la nationalisation de la sidérurgie britannique,

l'aciérie employait 7 000 personnes. Treize ans plus tard, elle n'en comptait plus que 3 700. Rien n'avait été fait à l'avance, toutefois, pour la reconversion d'une telle masse de chômeurs. Intervenant en pleine récession mondiale, cette fermeture ne pouvait être que catastrophique.

Pourtant, Consett avait la réputation de produire de l'acier de qualité et de pouvoir s'adapter très rapidement à de nouvelles productions. Des efforts, peut-être tardifs mais réels, étaient en cours pour améliorer encore la productivité.

Malgré la lutte menée par le Comité d'action intersyndical créé à l'annonce de la fermeture (« Nous rejetons le plan de la B.S.C., avait déclaré le Comité, et nous voulons lutter par tous les moyens à notre disposition pour assurer l'avenir de notre entreprise et de notre communauté »), la décision de B.S.C. fut confirmée en juin 1980 : la fermeture se ferait en septembre de cette même année.

Le comité d'action publia alors un rapport, contesté par la B.S.C., prouvant la rentabilité financière de l'entreprise et citant des lettres de clients demandant que la production soit maintenue en raison de la haute qualité de son acier. En juillet, 600 sidérurgistes et leurs familles se rendirent à Londres en train spécial pour manifester devant le parlement et à Downing Street, résidence du premier ministre.

## La violence ou l'indemnité

Entre temps, attirés par les avantages à court terme ou craignant que la lutte du comité d'action ne dégénère en violence, de nombreux ouvriers s'étaient résignés à accepter les fortes indemnités qui leur étaient offertes. Certains d'entre

1) British Steel Corporation, l'entreprise nationalisée de la sidérurgie britannique.

eux n'avaient jamais rêvé de disposer d'une telle somme d'argent en une seule fois !

Il est vrai que la tentation de recourir à la violence était forte, et les sidérurgistes français confrontés alors au même problème ne s'en étaient pas privés. Mais John Lee, secrétaire et porte-parole du comité d'action, en même temps que secrétaire local du syndicat de la sidérurgie, s'y montra résolument opposé.

Obligé de reconnaître sa défaite, le comité d'action dut accepter de négocier les modalités de fermeture. L'accord, qui prévoyait pour les personnels licenciés un niveau d'indemnité jamais atteint jusqu'alors dans le pays, fut conclu rapidement.

La fermeture de l'usine, en septembre 1980, fut ressentie dans la ville comme une exécution capitale. Parties les flammes et la fumée qui embrasaient le ciel depuis des décennies ; partie aussi la poussière rouge qui recouvrait tout ; disparu surtout ce quelque chose d'indéfinissable qui avait rempli la vie de plusieurs générations.

Rentrés chez eux, les hommes pleurèrent.

## Onze hommes et une coopérative

Durant les mois qui suivirent, et tout en s'inscrivant à des stages de recyclage, plusieurs membres du comité d'action continuèrent de se réunir régulièrement comme ils l'avaient fait durant la lutte contre la fermeture.

L'amertume était à fleur de peau. Mais ces hommes étaient aussi résolus à s'en sortir. « Au lieu de continuer de nous lamenter, rappelle John Lee, nous voulions nous entraider. Avant tout, il fallait nous débarrasser du fardeau de l'amertume. »

D'une réunion à l'autre, leur détermination grandit. Il ne fallait ni regretter le passé, ni attendre du gouvernement ou de l'industrie le moindre coup de baguette magique qui les tirerait d'affaire. Ils savaient bien que leur indemnité s'épuiserait rapidement. Ils étaient résolus à tout tenter pour voir se créer des emplois nouveaux dans leur ville.

En février 1981, les onze hommes créaient leur propre coopérative, la C.C.E. (Consett Cooperative Enterprises), chacun alimentant le capital de départ de la somme de 1000 livres, prise sur son indemnité de licenciement. Six mois après la fermeture de l'usine, la coopérative se trouvait avec quatre pistes à suivre : coopération avec l'Institut de technologie de Consett (où étaient organisés les stages de formation des ouvriers licenciés) ; démolition de l'ancienne aciérie ; création d'un centre de conseil et d'orientation ; ouverture d'un petit atelier de fabrication.

Au printemps 1983, mille deux cents anciens sidérurgistes avaient déjà suivi des stages à l'Institut de Technologie de Consett. Durant douze mois de recyclage, et ce conformément aux règlements de la Communauté européenne, ils touchaient un salaire à peine infé-

rieur à leur dernière paie. Beaucoup d'entre eux ne comprenaient pas très bien la raison d'être de cette formation, mais étaient heureux d'être occupés et payés. D'autres, surtout les plus âgés, ne parvinrent pas à s'adapter, comme Bill Thomson, président de la C.C.E., qui abandonna rapidement et créa sa propre petite affaire de nettoyage de vitres. A l'institut, l'afflux des sidérurgistes (dont la plupart n'étaient pas allés à l'école depuis l'âge de quinze ans) posa rapidement des problèmes. Il fallait adapter les programmes à leurs besoins spécifiques. Les membres de la C.C.E. s'appliquèrent à aider l'institut à faire face à ces nouveaux problèmes et le secrétaire de la coopérative, Brian Thirlaway, fut nommé administrateur de l'établissement.

## La démolition

Conseillée par une association spécialisée dans les « projets communautaires », la coopérative s'orientait vers la conquête du contrat de démolition de l'ancienne usine. En effet, la B.S.C. avait prévu de financer cette opération de façon à rentabiliser le terrain ainsi libéré. Pour la coopérative, en attendant qu'elle puisse se lancer dans des entreprises plus productives, c'était un bon moyen de s'assurer des rentrées et d'augmenter ce faisant son petit capital. Il semblait aussi assez évident que, grâce à la C.C.E., on pourrait faire exécuter ce travail par des gens de Consett même. Après une tentative malheureuse d'association avec une entreprise de démo-

PHOTOS : Garell-Sygma : p. 11 ; Hindmarsh : p. 7 ; Newcastle Chronicle and Journal : p.4, 5 et 6 ; Office du Tourisme néerlandais : p. 13 ; Spreng : p. 12.



L'aciérie de Consett en pleine activité

lition qui s'avéra non fiable, la coopérative connut encore un échec, une société extérieure à la région ayant proposé à la B.S.C. un devis bien en-dessous du coût réel de l'opération. Mais les responsables de la coopérative purent faire valoir que leur connaissance des lieux et de l'équipement de l'ancienne usine les mettait dans une bien meilleure position. Ainsi, d'abord à titre individuel, puis pour leur coopérative en association avec une deuxième entreprise de démolition, ils décrochèrent, étape par étape, une bonne partie des contrats de démolition. A la fin de 1982, la coopérative employait cinquante cinq hommes sur le chantier.

### Centre d'information et de développement

Désireux de faire bénéficier toute leur région de leurs expériences – ils avaient pu aider quelques ouvriers d'une usine de la ville voisine qui avait licencié 1 250 hommes à créer leur propre coopérative

– les membres de la C.C.E. envisagèrent l'ouverture d'un centre de consultation à Consett. L'idée était de fournir aux chômeurs de la ville un organisme où ils pourraient trouver sur place tous les services et tous les conseils dont ils avaient besoin : liste des stages de formation disponibles, orientation sur les avantages sociaux réservés aux chômeurs, assistance dans la recherche d'emplois et dans la création d'entreprises. Avec l'aide des autorités locales et d'une fondation privée, ils purent acheter un bâtiment où, faisant les travaux d'aménagement eux-mêmes, ils installèrent le siège de la coopérative et le Centre d'information et de développement. Ils purent aussi engager un animateur à plein temps, tandis que les autorités, s'appuyant sur des programmes d'Etat d'aide à court terme aux chômeurs, payaient quatre autres salaires de collaborateurs. Le centre, dont le conseil d'administration comprenait entre autres le directeur de l'Institut de technologie de Consett et

plusieurs membres de la coopérative, fut inauguré en juillet 1982. Au bout d'un an, le nombre des collaborateurs fut doublé, chacun étant alors employé à mi-temps, de façon à respecter une réglementation sur le partage du temps de travail. « Lorsque j'ai rencontré les hommes de la C.C.E., a déclaré lors de l'inauguration du centre un éminent professeur de gestion des entreprises, M. McClelland, j'ai été très impressionné par leur honnêteté, leur désir de s'adapter et de se mettre à l'ouvrage. C'est une leçon pour tout le pays. »

En liaison avec un organisme similaire, créé par le syndicat des ouvriers de la sidérurgie, et dans lequel siégeaient deux membres de la coopérative, le centre put mettre sur pied un projet, également financé par des aides gouvernementales, permettant à 25 personnes d'être employées dans une activité de conseil en matière d'isolation de logements.

D'autres projets du même genre auraient encore pu être lancés, mais il fallut y renoncer, faute d'aides gouvernementales.

Toutes sortes d'activités industrielles furent envisagées par la coopérative, allant de la fabrication de produits en fibre de verre au recyclage de vieux papiers, en passant par la livraison des colis exprès des P. et T. ou le ramonage. En fin de compte, la coopérative s'associa à un ingénieur-inventeur plein d'idées, mais en mauvaise santé, pour la fabrication de pièces en contre-plaqué destinées à l'industrie automobile (garde-boue, galeries à bagages, aménagement interne de véhicules commerciaux). Dès 1983, quatre membres de la coopérative purent être embauchés dans cette petite unité de production. Un an plus tard, ils étaient six.

### Echanges avec la Lorraine

Au total, sur 90 000 habitants, le district de Derwentide (où se trouve la ville de Consett) comptait 8 000 chômeurs en 1982. A cette date, 63 d'entre eux avaient trouvé un emploi grâce à la C.C.E. Les bénéficiaires du chantier de démolition étaient reversés dans la mise sur pied de l'atelier de contre-plaqué, la coopérative, vu son faible capital de départ, n'ayant jamais obtenu de prêt bancaire.



*Le contrat de démolition de l'aciérie fermée a été en partie confié à la coopérative C.C.E., ce qui a fourni un emploi à une cinquantaine d'hommes. Notre photo : la fin du gazomètre.*



L'atelier de menuiserie créé par la C.C.E.

Une autre activité, apparemment accessoire, mais en réalité importante, fut offerte aux hommes de la C.C.E. : des échanges avec la Lorraine – autre région, en France cette fois-ci, sinistrée du fait de la crise de la sidérurgie – avec la possibilité de découvrir une autre situation, de mieux comprendre l'Europe, d'informer les Lorrains sur leur propre cas. Plusieurs visites eurent ainsi lieu dans chaque sens. « Des articles du *Républicain Lorrain* ont rendu compte, en octobre 1981, de la visite de quatre des responsables de la C.C.E.

« Ils sont venus en Lorraine, peut-on lire notamment, une région touchée, comme la leur, par la crise de la sidérurgie. Ils sont passés à la Foire Internationale de Metz, ils ont été reçus au Parlement européen, et l'autre soir ils étaient de passage à Rombas, pour un échange de vues avec les représentants de la municipalité, parmi lesquels M. Schiffler, député de la Moselle.

« Ce groupe d'Anglais n'accepte pas le chômage : « Nous avons créé cette coopérative parce que nous n'acceptons pas d'être inutiles, nous nous sommes pris en charge et nous voulons montrer l'exemple. »

« Eux qui ont vu tout mourir autour d'eux, ils ont entrepris des démarches, ils ont pris des initiatives : « C'est beaucoup plus sain pour l'esprit », disent-ils. Lâchés par les syndicats, déçus par les « leaders », ils ont voulu montrer ce qui pouvait être fait.

*Leur voyage en Lorraine n'était pas désintéressé. Ils ont eu des contacts avec des élus, ils ont eu des entrevues avec des chefs d'entreprises, avec des travailleurs, tout ceci pour collecter un maximum d'idées de gestion coopérative et les mettre en application. Et puis il fallait aussi « créer des liens plus étroits, dans la confiance, entre deux régions européennes qui pourraient s'épauler par la suite sur des projets concrets ».*

« L'indépendance dans le travail qu'ils ont acquise avec leur association, les membres de la Consett Co-operative Enterprises Ltd veulent la faire partager. Ils veulent notamment toucher les six cents autres ouvriers de leur usine qui sont partis en formation, et tous les autres qui sont partis avec leurs indemnités. Et puis ils espèrent aussi que leur expérience débordera un jour sur notre région et que la prise de contact qu'ils ont eue pendant leur séjour en Lorraine ne demeurera pas sans suite. »

Quant aux Lorrains qui se rendirent à Consett, ils y firent aussi de précieuses découvertes. « Je rentre en France débarrassé d'une tonne de préjugés anti-britanniques », commentait l'un d'eux.

Pour les hommes de la C.C.E., cela aura été une lutte continue : surmonter les différends entre eux ; affronter les oppositions venues de l'extérieur ; maintenir et développer leur petite entreprise. Finis les beaux jours de la sécurité de l'emploi au sein d'une grande entreprise nationalisée !

Lorsque des désaccords menaçaient de faire éclater leur groupe, ils demeurèrent unis grâce à la conviction que, pour réussir, il leur fallait rester ensemble. Comme le déclarait John Lee au journal *The Observer* : « Nous avons beaucoup appris, et surtout que chacun de nous a un rôle à jouer : certains agissent, d'autres parlent, d'autres organisent. Nous avons eu de grosses disputes, mais nous avons pu les régler entre nous. Dans le domaine de l'expérience coopérative, nous avons fait beaucoup de chemin. » Il devait préciser par ailleurs : « La force d'une organisation tient à la façon dont les conflits sont résolus en son sein. »

## Ne dépendre de personne

Un des conflits extérieurs auxquels ils durent faire face fut le refus, en un premier temps, des services chargés des indemnités de chômage de leur verser leur dû, étant donné qu'ils avaient créé une entreprise (la coopérative). Or celle-ci ne leur rapportait à ce moment-là pas un seul centime ! Leur honnêteté et leur persistance leur permit néanmoins d'obtenir gain de cause et de recevoir les indemnités jusqu'au moment où la coopérative put, au salaire minimum, employer quatre d'entre eux. Conflit qui souligne la difficulté devant laquelle se trouvent des chômeurs créateurs d'entreprises tant que celles-ci n'ont pas commencé à être rentables.

L'expérience de la C.C.E. a ceci d'original qu'elle a été dès le début, et reste encore, une initiative tout à fait autonome. Malgré les aides extérieures reçues, ses membres tiennent à ne dépendre de personne, à n'être pris en charge par aucune organisation. C'est là un exemple frappant – et qui a d'ailleurs fortement impressionné les Français qui les ont rencontrés – de l'application du dicton : « Aide-toi et le ciel t'aidera. »

Certes, la tâche à accomplir reste gigantesque. Mais Consett a acquis maintenant la réputation d'être une ville attirant les petites entreprises, surtout dans le domaine de la technologie avancée. Et certaines d'entre elles commencent à prospérer. Le travail réalisé par la C.C.E. illustre remarquablement les changements qui se sont produits et doivent continuer de se produire dans cette région.

TOM JONES

**Q**ue l'on se prépare de longue date au couple futur, qu'on en fasse le projet essentiel de sa vie et, qui plus est, que l'on vive dans la recherche permanente de la communication, ne garantira jamais personne contre le vent qui souffle en rafales pour tenter de détruire la maison. Tous les amants du monde se retrouvent (athées ou croyants) dans la chanson de Jean Ferrat : « Qu'il est dur, le bonheur d'aimer. »...

*Cependant, il existe, au cœur même de la crise, diverses manières de l'assumer.*

D.S.

**J.J.** : Il nous arrive, parfois, d'avoir entre nous des blocages où toute parole semble de trop, mais où le silence est encore pire.

Un matin, comme nous priions ensemble lors d'une période de grosse fatigue pour Marie-Lise, j'ai dû dire quelque chose comme : « Je Te prie pour que la vie ne soit pas ressentie par Marie-Lise comme une corvée... » Le mot « corvée » était de trop et ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Je me suis dit : « Alors, on ne peut même plus prier en paix ! »

**M.L.** : C'était à ce point qu'après la prière on se sentait s'embourber de plus en plus dans les profondeurs du trouble et du malaise. Cela devenait intolérable. En cherchant à comprendre, j'ai constaté que chaque fois que j'étais fatiguée je ressentais comme une attitude de mépris de la part de Jean-Jacques.

**J.J.** : Je me suis aperçu, en effet, que je n'acceptais pas le caractère irrationnel de la fatigue chez Marie-Lise. Un instant, elle semblait en pleine forme, et dans l'instant qui suivait, elle avait flanché. Je découvrais que l'homme que j'étais se trouvait imperméable à ces changements imprévisibles. C'est étrange ce que les conflits nous apprennent, et c'est capital.

### *La communication qui coûte*

**M.L.** : Je me suis dit aussi, à cette époque, qu'il y a deux niveaux de communication : l'un qui ne nous coûtait rien et grâce auquel nous tombions spontanément d'accord, par exemple, quand il fallait choisir ensemble quelque chose comme une lampe pour la salle de séjour ; nous en regardions vingt sans réagir et, d'un coup, nous portions notre choix sur la même sans nous consulter. Même si le premier niveau est nécessaire, il en existe un autre, plus profond, qui coûte et qui dérange.

**J.J.** : Oui, j'avais beaucoup de peine, en particulier, à entrer dans le monde des sentiments, qui était celui dans lequel Marie-Lise se mouvait plus facilement et parfois se noyait. Je prenais alors un masque d'indifférence, surtout quand j'avais du mal à définir ce que je ressentais ou pensais moi-même.

**M.L.** : Pour que cela fonctionne alors entre nous, il faut que je prenne du recul sur mes sentiments, et que lui arrive à préciser ce qu'il pense.

**J.J.** : Nous vivons beaucoup ensemble. Plus qu'un couple qui se sépare chaque jour pour le travail, mais cela n'arrange pas forcément les situations.

Daniel Sagnol sonde Jean  
sur la communication

## FENÊTRE SU

(La première partie de cet entre

Il y a des égards que l'on se doit, des « distances » qu'il faut tenir dans un couple. La proximité introduit des familiarités : on se parle d'une chambre à l'autre, on ne termine pas ses phrases, on ne s'écoute pas vraiment et, peu à peu, on découvre qu'on se conduit avec l'autre comme avec un objet qui fait partie du décor.

**M.L.** : Je remarque que, dans la crise, il y a pour l'épouse deux façons de s'y prendre : on peut soit humilier l'autre en lui jetant les griefs à la tête et alors il se ferme comme une huître, soit l'inspirer à changer. Mais cela, Dieu seul peut nous montrer comment.

**J.J.** : C'est fantastique, le couple, comme laboratoire pour la société !

Le pardon qu'on se donne est évidemment la clé de la crise. Mais cela demande un certain état d'esprit... Six mois après notre mariage, Marie-Lise m'a dit un jour : « Je t'aime beaucoup, mais je veux que tu saches que Dieu passera en premier dans ma vie. » Cette pensée n'aurait pas dû me paraître choquante, mais elle a suscité en moi une crise de fureur : je perdais mon emprise sur ma femme. Cela m'a bouleversé, jusqu'au moment où j'ai compris que c'était la plus grande preuve d'amour qu'elle pouvait me donner. Et cela a été pour nous deux comme une ancre. Savoir que Dieu était notre référence commune nous a permis de dénouer bien des crises. Mais pour l'orgueil d'un homme, des excuses vraiment ressenties, c'est parfois surhumain !

**M.L.** : Il ne faut pas négliger de se demander pardon pour les petites choses, les remarques acerbes, l'ironie. Cela nous aide pour les choses plus importantes.

**J.J.** : Avant même notre mariage, nous avons hérité de l'enseignement de Frank Buchman la pratique du silence matinal et du partage. Ce n'est pas tant une méthode qu'un état d'esprit. Nous prenons chacun un temps de recueillement, en écrivant les pensées qui nous viennent, puis nous les mettons en commun. Nous y consacrons en principe une heure.

**M.L.** : Le partage permet de faire le point entre les idées qui viennent de nous-mêmes et les véritables inspirations. L'autre nous voit plus précisément que nous ne nous voyons nous-mêmes. Le conjoint nous aide à faire la différence, chaque matin.

Il ne nous arrive pas chaque jour une inspiration capitale, nous ressentons aussi la « morte saison », et puis, un matin, il se passe quelque chose d'important, qu'il faut se dire à tout prix...



# R COUPLE

(paru dans le N° de janvier)

## « C'était écrit »

**D.S. :** *La pratique du carnet et du crayon a toujours étonné ceux qui n'ont jamais assisté aux rencontres du Réarmement moral. Pourtant, à une époque où l'on parle sans cesse de la communication, il est étrange de ne pas se pencher avec plus d'attention sur le gain de temps et de détente qui consiste à noter des jalons pour sa journée. Tous les hommes d'affaires se font un planning de leurs visites ou de leurs actions. Tous les écrivains notent – parfois la nuit, aux heures de sérénité maxima – les idées qui les envahissent, certains philosophes notent leurs rêves et les analysent le matin.*

*Si les méthodes dites anglo-saxonnes agacent parfois, surtout dans une certaine formulation systématique, les non-initiés français, il serait donc intéressant d'effectuer une enquête auprès de ceux qui les pratiquent sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose.*

*Marie-Lise et Jean-Jacques avaient pris la décision, dès le début de leur mariage, de se dire tous les points faibles de leurs caractères et ce qu'avait été leur vie de célibataires, sans rien se cacher. Le plus important était de passer à l'acte, de traverser, en quelque sorte, le mur du son. Ils prirent, au temps des fiançailles, une après-midi ensemble pour se connaître vraiment tels qu'ils étaient.*

*Certains souriront, mais il existe des couples qui découvrent, après 15 ou 25 ans de mariage, une quantité de « non-dits » impressionnants.*

*Il en est qui décident alors d'être honnêtes, et cela peut aussi très mal finir... s'ils ne disposent pas de la foi et du pardon mutuel.*

**M.L. :** Il faut beaucoup de doigté, de réflexion, de tact pour ces retours en arrière.

**J.J. :** Il est très difficile d'encourager quelqu'un à faire telle démarche de pardon ou de clarification, tant qu'il ne sait pas ce que Dieu peut faire dans le cœur de l'autre.

**M.L. :** L'une des expériences que nous avons faites, avec notre habitude du partage, nous a beaucoup aidés. Dans la première partie de notre entretien, nous avons évoqué les difficultés que Jean-Jacques a eues à prendre la responsabilité de certains points forts de l'éducation de nos garçons. Il a dit que je l'avais pris par surprise. En effet, un jour, comme il avait terminé son recueillement et avait quitté la chambre, j'ai subrepticement pris son carnet, et j'ai noté sur la page du jour : « Cessant d'être le ministre-adjoint de la

famille, je décide de prendre la responsabilité de dire bonsoir, chaque jour, à Jean-Noël », et quelques autres phrases dans la même veine. Quand nous en sommes arrivés au partage, il a lu son texte, et, en arrivant aux lignes que j'avais écrites, il a continué, sans broncher malgré le changement d'écriture, puis il éclaté de rire. Depuis ce jour, la décision a été tenue.

**J.J. :** L'important, je crois, est de se dire qu'il y aura toujours de nouveaux territoires de compréhension à explorer. Je déteste qu'on mette le doigt sur mes faiblesses, mais je sais que c'est un moyen essentiel de progresser. Pourquoi faut-il si souvent une crise ou une dispute pour que je me pose des questions sur ma propre vie ? C'est simplement le signe que je ne bouge pas tant que je n'y suis pas contraint. Mais je peux me persuader que Dieu doit certainement vouloir me dire bien des choses que, parfois, je n'entends pas avant que Marie-Lise me les dise !

**D.S. :** *Le carnet, le crayon, le partage, la transparence, les excuses, le pardon, ne sont pas – nous l'avons bien compris – pour Marie-Lise et Jean-Jacques des recettes sur la voie de la communication.*

*Bien moins encore, ces moyens ne seraient des « objectifs », car ils ne conduiraient alors, à coup sûr, qu'à une caricature de la communication. Si, à la limite, tout devenait transparence idéale, sans que le couple – cellule essentielle de la société – ne devienne, en permanence, irradié par le rayonnement de ce que les non-croyants nommeraient la créativité, et les croyants « le Dieu qui veut faire avec les hommes de nouveaux cieux et une nouvelle terre », alors, il s'agirait de couples tristes, vivant dans la « morte saison des amours ».*

*Mais le couple que vise ici nos interlocuteurs est un couple dans lequel s'établit, dans le courant de la vie, une explosion de la créativité. Ce qui est pensé par l'un est revêtu de sentiments par l'autre, ce qui est compté par l'un est paré par le second des mots et des gestes qui font accepter et accueillir les choses les plus difficiles.*

*Les grandes crises du couple – celles qui supposent la rupture de cet instrument vital de la communication – n'ont pas été évoquées dans cette « radioscopie ». Si nous les abordions chez un autre couple chrétien, nous serions amenés à découvrir qu'elles ne peuvent se résoudre hors d'une vision de la croix et de la résurrection, dont le Christ est le signe.*

*Le couple est une mini-société. En tant que tel il fonctionne donc comme toute société. Jean-Jacques l'a fort bien fait remarquer dans cet entretien et Marie-Lise l'a fait sentir.*

*Il n'échappe donc à aucune des crises de la communication humaine, mais il n'a pas sa « fin en soi », puisque saint Paul, après tous les prophètes d'Israël, lui confère la mission symbolique de représenter l'union de Dieu avec son peuple.*

*Mission très ancienne que ce « Cantique des cantiques », source de toute la créativité, que Dieu a suspendue à la promesse fragile de l'unité charnelle du couple.*

DANIEL SAGNOL

## LES SYNDICATS NOIRS EN AFRIQUE DU SUD

par Pierre Spoerri

Au début de novembre 1985, la vie économique des faubourgs sud de Johannesburg est restée paralysée durant 48 heures. Près de 90 % des ouvriers du plus grand centre industriel du pays étaient restés chez eux. Le succès de cette grève – plusieurs centaines de milliers de participants – est dû à une alliance conclue entre les éléments les plus extrémistes de la jeunesse noire et un grand nombre de syndicats noirs. L'événement avait de quoi inquiéter les milieux économiques d'Afrique du sud, car c'était la toute première fois qu'élèves des écoles et travailleurs des usines avaient ainsi uni leurs forces et risqué ensemble une action de rébellion.

La réaction du gouvernement à ce défi a donné une mesure, par son intensité, de la gravité de la situation. Comme la police ne connaissait pas les dirigeants des jeunes extrémistes, elle décida d'arrêter les trois chefs syndicalistes noirs les plus éminents du pays.

L'industrie privée et les entreprises contrôlées par les multinationales étrangères ont réagi de façon assez généreuse vis-à-vis des grévistes. Il était clair, en effet, que tout non-gréviste s'exposait, lui et les membres de sa famille, à de graves sanctions de la part de ses propres camarades. D'autre part, pour empêcher les éventuels briseurs de grève de passer à l'action, les habitants des faubourgs noirs se sont systématiquement entourés de barricades.

### Une triple action

Une seule société décida de licencier en masse, en guise de sanction, tous ceux qui avaient fait grève : la SASOL, la grande entreprise nationale de conversion du charbon en carburant, a perdu ainsi 6 000 ouvriers d'un seul coup.

Cette grève de novembre était en fait le point culminant d'une campagne de protestation qui avait commencé avec la mise en application de la nouvelle constitution sud-africaine et de l'installation, à la suite des élections de l'été dernier, des deux nouvelles assemblées de métis et d'Indiens. La campagne comportait trois lignes d'action, qui se sont en fin de compte fondues dans la grève de novembre : protestation poli-

tique contre la constitution, coordonnée par le Front démocratique uni (U.D.F.), organisation regroupant un certain nombre de partis politiques, d'églises et de syndicats. Protestation contre les *insuffisances de l'éducation des noirs*, menée par des organisations d'élèves et des mouvements de jeunesse. Enfin *protestation syndicale* portant en un premier temps sur les intérêts directs des ouvriers noirs, puis revêtant un caractère nettement plus politique.

Se posent alors quatre questions :

1. Dans quelle mesure la politique à court terme du gouvernement sud-africain va-t-elle influencer l'avenir des syndicats noirs ?

2. Quelle sera l'attitude de ces syndicats et de la base ouvrière, face à l'éventualité d'une opération de boycottage de l'économie sud-africaine et d'un gel des investissements ?

3. Quels vont être les résultats des efforts déployés en vue de rassembler au sein d'une organisation unique la nébuleuse de mouvements extrêmement divers qui constitue aujourd'hui le syndicalisme noir ?

4. Quel sera le rôle des syndicats dans l'évolution politique du pays à long terme ?

Jusqu'en 1970, les gouvernements successifs de Johannesburg ne s'étaient guère préoccupés de l'éventuel poids politique des syndicats noirs. En effet, à côté des organisations syndicales exclusivement blanches, une seule organisation noire avait une existence officielle : la TUCSA (Conseil des syndicats d'Afrique du sud), une organisation regroupant métis, Indiens et noirs, mais dans des sections séparées et dirigées par des blancs. Quant au syndicat radical proche du mouvement de libération des noirs, le SACTU, il avait préféré l'exil à l'étranger.

Les troubles de Soweto en 1976, ainsi qu'un certain nombre d'événements nationaux et internationaux devaient, par la suite, amener le gouvernement à charger une commission présidée par le professeur Wiehan, spécialiste du droit du travail, de repenser entièrement la

législation du pays dans ce domaine. La remise en cause, par le rapport, du principe des discriminations selon la race, le sexe et l'origine nationale, devait aboutir à une refonte complète de la législation et de la politique syndicale du gouvernement.

Dès 1979, la constitution de syndicats noirs était autorisée. Ceux-ci se mirent à pousser comme des champignons. En 1982, ils étaient déjà 46, totalisant 330 000 membres. En outre, se sont constitués quelques autres syndicats, peu nombreux, qui, pour des raisons politiques, ne se sont pas fait enregistrer officiellement.

### Politisation ?

Se posa aussitôt aux dirigeants de ces syndicats la question de leur engagement politique. Avec son corollaire : dans quelle mesure ces nouvelles organisations allaient-elles parvenir à se développer indépendamment par rapport aux organisations politiques ?

La fédération FOSATU, fondée en avril 1979, s'est fixé d'emblée pour objectif de s'implanter solidement dans les entreprises et d'éviter de se laisser entraîner dans les dissensions politiques. Cela lui valut le reproche, de la part des autres syndicats, d'être trop influencée par les intellectuels blancs et les métis qui occupaient des postes responsables au sein de cette fédération. La CUSA, de son côté, fondée en septembre 1980, fut prise en charge par un groupe de personnalités noires proches du mouvement *Black Consciousness* (Conscience noire).

Au cours de nos entretiens avec plusieurs dirigeants de ces syndicats, nous avons constaté, malgré la grande diversité d'idées des uns et des autres, une détermination commune à tous : le refus de se laisser entraîner dans le courant des luttes politiques. A Durban, un syndicaliste nous déclara avec force que jamais les syndicats noirs d'Afrique du sud ne se soumettraient, comme leurs organisations sœurs au Zimbabwe, au parti unique au pouvoir dans le pays. Il est vrai que certains syndicats noirs s'affilièrent néanmoins à l'U.D.F. Mais durant la campagne contre la nouvelle constitution, les syndicats affiliés à la

FOSATU menèrent des actions séparées.

Le refus de ces syndicats de se laisser récupérer par les forces politiques est le même vis-à-vis de l'étranger que vis-à-vis des Sud-Africains eux-mêmes. Par exemple, une organisation syndicale américaine a dû se retirer précipitamment après avoir essayé de s'établir en Afrique du sud et fait des offres financières considérables aux syndicats noirs sans avoir prévu qui que ce soit, et sans invitation.

Les nouveaux syndicats noirs n'ont cependant rien contre la possibilité de se faire aider financièrement de l'extérieur (La CUSA et la FOSATU reçoivent l'une et l'autre des aides substantielles de la C.I.S.L.<sup>(1)</sup>), mais il est clair que, conscientes de leurs nouvelles forces, elles tiennent à préserver leur liberté de manœuvre face à toute influence extérieure.

Cette indépendance politique se manifeste particulièrement face à la question d'un éventuel boycottage économique accompagné d'un gel des investissements. « S'il était certain, nous a dit un syndicaliste de Soweto, qu'un gel des investissements pourrait accélérer l'évolution vers le régime de la majorité noire et abrégé nos souffrances, cela vaudrait peut-être la peine. Dans le cas contraire les investissements ont ceci de bon qu'ils nous fournissent des emplois nouveaux et de meilleures conditions de vie. »

L'on retrouve d'ailleurs la même argumentation dans une étude d'une équipe de l'Université de Natal sur les « attitudes des ouvriers noirs » vis-à-vis du capitalisme, de la question des investissements et les modèles politiques envisageables pour l'avenir. Cette étude a révélé que près de 75 % des ouvriers étaient opposés au gel des investissements, ce

qui est compréhensible avec le degré élevé de chômage qui prévaut dans le pays, surtout parmi les jeunes noirs. Les responsables syndicalistes noirs se rendent également compte que ceux qui parlent le plus fort en faveur du gel des investissements à l'étranger comme à l'intérieur du pays ne font pas partie de ceux qui auraient à souffrir d'une telle mesure.

## Une force économique

Les divisions au sein du mouvement syndical n'aident pas les employeurs et les hommes politiques noirs à s'affirmer avec autorité face au gouvernement. Certes, des efforts sont déployés en vue de la création d'une espèce de collectif de solidarité des organisations noires. Un congrès avait même été envisagé pour décembre 1984. Mais l'opposition du leader du peuple Zoulou, le chef Buthélézi, qui a pris position contre la grève de novembre et contre l'U.D.F. qui la soutenait en sous-main, a retardé la réalisation de ce projet. Pour l'observateur neutre, la question de l'éventuelle unification des syndicats noirs reste donc la question essentielle.

En conclusion, il est tout à fait clair que les syndicats noirs et leurs dirigeants vont avoir leur mot à dire, et un mot important, dans la conception et la préparation des futures structures politiques du pays. Ils n'ont même pas besoin d'exprimer la menace qu'un des organisateurs de la grève de novembre

faisait entendre dans les termes suivants : « Notre tâche est de renforcer la résistance à un tel point que le pays devienne ingouvernable ». Aujourd'hui, tout le monde sait qu'à long terme rien ne pourra être fait contre la résistance des forces économiques et des syndicats.

Une commission gouvernementale s'est mise en place pour engager le dialogue avec toutes les fractions de la population noire. Un dialogue qui aurait pour but de définir le rôle des noirs dans le cadre de la nouvelle constitution. Car la fiction qui veut que près de dix millions de noirs, qui jouent un rôle capital dans la vie économique du pays, soient purement et simplement refoulés dans leurs « foyers nationaux » (les ban-toustans) n'est plus soutenue que par une infime minorité. Le moment est venu de comprendre que les noirs, dont dépend le bon fonctionnement de toute l'économie nationale, ne se contenteront jamais de ne recevoir que quelques postes dans les administrations municipales ou régionales.

Les dirigeants des syndicats noirs vont donc se trouver confrontés très bientôt à des tâches autrement plus difficiles que celle de constituer une structure syndicale valable. Il leur faudra une bonne dose de détermination et de souplesse pour que le dialogue sur les structures de l'avenir débouche sur des résultats valables.

PIERRE SPOERRI

(1) Confédération Internationale des syndicats libres.



Une mine d'or près de Johannesburg

# LE RÉARMEMENT MORAL SUR LE TERRAIN

## USA : Pouvoir noir et pouvoir blanc

Placée sous le thème : « Unité dans la diversité », une importante rencontre s'est déroulée en novembre dernier dans le centre ville de Richmond (Virginie). 250 personnes y ont fait le point sur les acquis – importants – de la ville en ce qui concerne les relations intercommunautaires et s'interroger sur les

l'autorité de Dieu, pouvoir noir et pouvoir blanc pourront le faire ensemble. C'est là, à mes yeux, l'importance du Réarmement moral. Je ne connais pas d'autre mouvement aux Etats-Unis auquel tous puissent adhérer de la même façon. »

## Caux : session d'hiver

La neige s'amoncelant tout au cours de la session d'hiver



Déjeuner africain à Caux le 1<sup>er</sup> janvier

tâches futures du Réarmement moral dans ce domaine.

Pour le pasteur Léon Sullivan, ancien compagnon de Martin Luther King et fondateur des centres O.I.C. (formation et recyclage de jeunes chômeurs), « la plupart des grandes villes américaines sont loin d'être aussi bénies que Richmond en ce qui concerne la lutte contre le chômage et la réhabilitation des centre-ville. Dans une cité après l'autre, a-t-il précisé, des quartiers entiers sont dévastés par la pauvreté. » Exprimant la crainte de voir se développer dans le pays « une nouvelle polarisation raciale », le leader noir a ajouté : « Ce n'est pas le pouvoir noir qui pourra résoudre les problèmes des noirs, ni ceux de l'Amérique tout entière. Ce ne sera pas non plus possible au pouvoir blanc. Par contre, je crois que, sous

de Caux a illustré à sa façon le thème de la rencontre : « Renouveler la face de la terre ». Ils ont été 250 à participer à ces journées, dont beaucoup de jeunes, parmi lesquels des Africains et des Nord-Africains venus de Paris. L'invité d'honneur était M. Chiba, ambassadeur du Japon auprès des organisations internationales à Genève. Prenant la parole, il s'est inscrit en faux contre le courant de morosité qui sévit actuellement et qu'il a qualifié d'*europessimisme*. Il a rappelé aux pays d'Europe qu'ils ont été « les premiers à saisir l'occasion offerte par l'histoire de bâtir quelque chose qui essaye de combiner le spirituel, le religieux et le matériel ».

L'ambassadeur s'est également dit convaincu qu'en dépit de la concurrence entre continents l'espoir demeurait de « bâtir un monde nouveau

en commun ». Il en veut pour preuve d'une part l'esprit des jeunes rassemblés à Caux et d'autre part la transformation des relations entre Français et Allemands, comme c'est aussi le cas entre Coréens et Japonais.

## Un livre en grec...

L'ouvrage du professeur Théophile Spoerri *La Dynamique du silence* vient de paraître en langue grecque, dans la traduction de George Moissides. Ce professeur, qui avait rencontré Frank Buchman à Istanbul durant les années vingt, a entrepris cette traduction en reconnaissance de ce qu'il avait reçu du fondateur du Réarmement moral pour sa propre

vie spirituelle. C'est le sous-secrétaire d'Etat à la Présidence de la République de Chypre, M. Patroclus Stavrou, qui a écrit la préface de l'édition grecque.

## ... et en espagnol

« Este mundo que Dios puso en nuestras manos », l'édition espagnole du livre de Charles Piguet et Michel Sentis, *Ce monde que Dieu nous confie*, vient d'être lancée à Buenos-Ayres, en Argentine, lors d'une manifestation publique du Réarmement moral. Cela porte à quatre le nombre des traductions de l'ouvrage des auteurs français et suisse.

(1) Edition du Centurion, 1979.

## Mgr Eugène Fischer

*Eugène Fischer, ancien curé de la cathédrale de Strasbourg, s'est éteint dans sa ville, à l'âge de 84 ans, en novembre dernier.*

*Au cours des 35 dernières années, il a fait peser tout le poids de son autorité aux côtés des hommes engagés dans le Réarmement moral. En 1949, Mgr Weber, alors évêque de Strasbourg, lui avait demandé de bien vouloir aller à sa place à l'une des premières rencontres de Caux. Dès cette date, avec l'appui de son évêque, il nous apporta la lumière de son sage jugement, son sens de l'Eglise et son aide spirituelle de pasteur d'âme.*

*Dans les années 1950, sa longue expérience strasbourgeoise des relations entre chrétiens de diverses confessions lui permit de nous aider à attendre patiemment que mûrisse à Rome une meilleure compréhension du Réarmement moral. Humilité et obéissance furent les lignes de conduite qu'il nous traça.*

*Au moment des décisions importantes, il était à nos côtés. Nous nous souvenons de sa haute stature, lors d'une réunion à Londres, en 1963. Il s'agissait d'accepter le principe d'une vaste action dans la province du Québec. Nous étions inquiets de la façon dont nous serions reçus par la hiérarchie catholique. Mais pour Eugène Fischer, la seule position de sécurité était « celle du cadavre dans la tombe » ! Il croyait à la vie et nous partimes.*

*Derrière son air austère, marqué par une voix grave, se dissimulait un grand humour. Elevé à la dignité de prélat de Sa Sainteté, et interrogé par un ami protestant s'enquérant du sens de ce titre, il répondit avec le plus grand sérieux : « Une concession à la vanité. »*

*Notre dernière conversation se situait chez lui en mai 1984. Nous fîmes un tour d'horizon, passant par l'Argentine, l'Amérique centrale, l'Inde, les Etats-Unis... Nous parlâmes des jeunes. « Il est réconfortant de sentir que le message laissé par Frank Buchman, nous dit-il, non seulement ne s'est pas affaibli, mais continue à susciter de jeunes vocations. »*

MICHEL SENTIS

## LE DOUBLE ENGAGEMENT D'AAD BURGER PERMANENT DU RÉARMEMENT MORAL ET RESPONSABLE POLITIQUE AUX PAYS-BAS

Conseiller municipal de la ville d'Utrecht, Aad Burger est aussi l'un des sept représentants de la province d'Utrecht (930.000 habitants) au conseil national du parti socialiste néerlandais. Ce conseil se réunit deux à trois fois par an pour prendre les décisions concernant la gestion du parti et les choix politiques importants.

Volontaire et vigoureux, Aad Burger doit s'aider de deux cannes pour marcher, handicapé à la suite d'une poliomyélite contractée en Afrique. Dès le premier abord, on sent un homme habitué d'une conviction, fait pour le combat.

**CHANGER : Vous partagez vos activités entre le Réarmement moral et le parti socialiste. D'où vient cette flamme qui vous anime ?**

**AAD BURGER :** Les années de guerre m'ont marqué. J'étais encore jeune, mais la leçon majeure que j'en ai retenue est qu'il nous fallait nous battre pour garder notre liberté, et que nous savions que ce combat ne s'arrêterait pas avec la fin de la guerre. L'Europe de l'Est, et notamment le coup d'Etat communiste à Prague en 1948, nous lançaient un défi. Il me semblait qu'il nous fallait faire la preuve que les démocraties pouvaient marcher et assurer une place à chacun de façon plus parfaite que ne prétendaient le faire les communistes.

Mes études ne m'avaient pas préparé à répondre à de telles questions et c'est ce qui m'a poussé à m'engager dans les équipes du Réarmement moral.

**Vous connaissiez donc déjà le Réarmement moral ?**

**A.B. :** Au lendemain de la guerre, je m'étais rendu à Caux, le Centre international de conférences du Réarmement moral en Suisse. Ce qui m'avait le plus frappé, c'était l'idée que l'on pouvait changer et découvrir la volonté divine pour sa vie. Jusqu'alors, venant d'une famille de tradition chrétienne, je pensais que la seule différence avec les non chrétiens était une différence de théorie mais que, dans la pratique, nous agissions tous de la même façon, c'est-à-dire que beaucoup de choses laissaient à désirer.

A Caux, j'ai repensé à mes relations avec ma sœur et mes parents. Nous ne nous entendions pas. J'ai cherché en moi la cause de ce blocage et nos rapports ont changé du tout au tout. Cette expérience, bien que petite, m'a donné la certitude que les choses pouvaient changer. C'était simple mais concret.

**Quels ont été les pas suivants ?**

**A.B. :** En quelque sorte, il s'agissait de s'engager dans une armée, chacun devant décider pour lui-même et cela ne pouvait pas se faire à temps partiel. J'ai milité comme étudiant, puis je me

suis engagé comme permanent du Réarmement moral, ce qui m'a conduit dans le port de Rotterdam. Nous rencontrons beaucoup de syndicalistes, nous allions les voir dans leurs foyers. Quelques-uns de ces hommes restent des amis proches encore aujourd'hui.

**Et l'Afrique ? Qu'est-ce qui vous y a conduit ?**

**A.B. :** A Caux, j'ai entendu un appel lancé par des Africains. Je me suis proposé et suis parti au Ghana et au Nigéria. C'était en 1955. Nous organisons des réunions et montions des pièces de théâtre dans le but de contribuer au rapprochement des Ibos et des petites tribus des rivières qui étaient alors en conflit. C'est à ce moment-là que je suis tombé malade.

**Comment avez-vous réagi ?**

**A.B. :** Ce fut une expérience très douloureuse. Tout a commencé par un mal de dos. Ne sachant pas de quoi il s'agissait, un médecin m'a donné de l'aspirine. Très vite, j'ai pressenti que je serai paralysé. Le soir, j'ai prié Dieu d'éloigner cette coupe si cela était possible et je me suis endormi. Quand j'ai su que c'était la polio, je me suis rendu compte que j'avais été préparé. Le médecin s'est montré surpris de l'absence de choc psychologique, qui est souvent pire que le mal lui-même.

J'avais librement décidé de venir en Afrique. Cet accident faisait partie du tout. Dieu avait un projet pour ma vie d'invalides, la condition physique n'était pas fondamentale.

J'ai séjourné deux mois à l'hôpital d'Enugu avant d'être rapatrié. Après un an de rééducation, j'ai repris mon combat comme permanent, retournant dans les docks de Rotterdam et me consacrant à l'expression écrite du message du Réarmement moral.

**Quand vous êtes-vous intéressé à la politique ?**

**A.B. :** En 1964. Il y avait un grand débat au sein du parti socialiste. Je m'y suis inscrit afin d'y participer de l'intérieur. Par la suite, mes collègues m'ont demandé d'être président de la section locale du quartier d'Utrecht où j'étais



Aad Burger entouré de sa famille.



Utrecht, quatrième ville des Pays-Bas ; une cité ancienne dont le centre est sillonné de canaux.

établi. Puis je suis devenu président de la fédération qui regroupe toutes les sections de la ville.

**Vous étiez donc apprécié de vos collègues ?**

**A.B. :** En politique, on se dresse souvent les uns contre les autres. Quelqu'un a une fois manœuvré pour m'empêcher d'être réélu. Néanmoins, je l'ai été. Plus tard j'ai découvert que je gardais rancune contre cet homme. J'ai alors pris l'initiative de lui en parler et de lui en demander pardon. Il a admis de son côté que sa façon d'agir n'avait pas été correcte et m'a parlé des raisons qui l'avaient poussé. Une relation amicale nous lie depuis ce jour.

Il arrive aussi qu'on parle les uns des autres plutôt que les uns avec les autres. Cela finit par bloquer tout travail d'équipe. Par exemple, le bruit courait au sujet d'un de nos collègues, actif à l'échelon national, qu'il buvait beaucoup, à tel point qu'il était inabordable jusqu'à une heure avancée de la matinée. Je suis allé le voir pour découvrir la vérité. C'était pur mensonge. J'ai mis un point d'honneur à faire cesser ce genre de commérages.

**Quelles sont vos principales préoccupations comme homme politique ?**

**A.B. :** Ce qui m'intéresse le plus est de savoir comment donner à chaque individu une tâche à accomplir et un but pour sa vie. Le rôle du gouvernement est de contribuer à créer des conditions favorables. Nous devons nous mettre davantage à l'écoute de nos administrés pour mieux saisir leurs aspirations. J'ai décidé pour ma part d'être

prêt à me laisser déranger au téléphone à toute heure du jour ou de la nuit. Souvent, on découvre que les idées d'un administré sont meilleures que les siennes. Il faut avoir l'humilité de le reconnaître. Je dois également servir de tampon entre les critiques que je recueille comme conseiller municipal et les efforts accomplis par les fonctionnaires pour réaliser certains projets. Mon souci est d'être au service des gens et de faire passer cet esprit autour de moi.

**Vous êtes maintenant membre du conseil national du parti ?**

**A.B. :** Oui, depuis une dizaine d'années, tout en ayant été pendant quatre ans président de la fédération du parti qui recouvre la province d'Utrecht. Sur la proposition de certains de mes collègues, j'ai posé ma candidature aux élections sénatoriales. Pour faire accepter sa candidature par le parti, il y a une procédure à suivre au cours de laquelle on s'engage publiquement à soutenir le programme du parti en précisant les points sur lesquels on est en désaccord. Or, notre programme comportait cette année-là des propositions favorables à l'avortement. En dépit de mon désir d'être sénateur, comme mon beau-père l'avait été, d'avoir des moyens accusés d'agir sur la scène nationale, j'ai annoncé que je voterai contre la proposition socialiste sur l'avortement, sachant que je risquais ainsi de voir ma candidature rejetée ou d'être mis en queue de liste. Le verdict du conseil exécutif de la province est tombé : ma candidature était rejetée, en raison de ma position sur l'avortement et en dépit d'un avis favorable pour le reste. La

bataille était serrée et ma voix pouvait faire la différence.

Quelques amis m'ont reproché par la suite d'avoir été trop honnête. Selon eux, j'aurais toujours pu m'abstenir ou trouver une excuse pour être absent le jour du vote sur l'avortement. J'ai écrit à toutes les personnes concernées pour préciser ma position. Contrairement à certaines situations où l'on se sent mis sous pression, ma femme et moi sommes restés tout à fait sereins pendant cette période.

**Vous semblez assez libre de toute ambition personnelle ?**

**A.B. :** Quand j'étais jeune, je voulais devenir député. J'ai vu en face mon ambition le jour où j'ai perdu mon siège au conseil municipal, lors d'une élection où mes collègues m'avaient placé relativement en queue de liste. L'ambition vous tient ; une fois élu, on veut rester. Lorsque j'ai annoncé la nouvelle à mon fils, je n'ai pu retenir quelques larmes. Par le jeu des départs de ceux qui me précédaient sur la liste, j'ai toutefois retrouvé mon siège un an et demi plus tard.

**Votre femme vous soutient-elle dans votre engagement ?**

**A.B. :** Elle était jardinière d'enfant. Cela n'a pas été facile pour elle de m'épouser. Comme permanent du Réarmement moral, je vivais sans salaire alors que ses six frères ont tous de belles situations. Et surtout, j'étais handicapé physique. Nous avons maintenant deux enfants, un garçon de treize ans et une fille de dix ans.

Nous essayons de faire un maximum de choses ensemble : dans le parti, dans notre église, avec le Réarmement moral, en recevant à la maison... Mais ma femme ne s'intéresse pas directement à la politique. Mon souci est surtout de ne pas délaisser ma famille à cause de mes activités. Parfois ma femme se plaint, avec raison, de mes absences et je dois m'excuser et changer, comme je dois aussi le faire de temps à autre avec mes collègues sur d'autres plans.

Je ne dois pas oublier que je ne suis pas toujours facile à vivre. Mais les petites difficultés reconnues et surmontées créent l'unité entre nous plus que ne peut le faire ce qu'on appelle huminement les succès.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC CHAVANNE

# PROMOTION 1985

Comme chaque année, notre mensuel lance une campagne d'abonnements à laquelle chacun de vous est invité à participer. En vous permettant de communiquer à vos amis et connaissances ce que vous trouvez et appréciez vous-même dans CHANGER, cette campagne aide à atteindre un nombre croissant de lecteurs et à répandre des idées et un état d'esprit dont le monde a besoin. De plus, c'est ce type de promotion, personnalisé par les lecteurs eux-mêmes, qui s'avère le plus efficace.

VOUS TROUVEREZ ci-contre une liste à découper et à remplir.

VEUILLEZ y inscrire les noms et adresses de ceux à qui vous aimeriez que soient envoyés les numéros de mars et d'avril 1985 de CHANGER. (Ils recevront ensuite une lettre leur proposant, de votre part, de souscrire un abonnement).

N'OUBLIEZ PAS de porter votre propre nom dans la case prévue à cet effet.

ENVOYEZ votre liste, une fois remplie, à l'une des trois adresses indiquées ci-dessous, au plus tard le 25 février 1985. N'HESITEZ PAS à répondre nombreux à cet appel.

NOUS COMPTONS SUR VOUS et vous remercions d'avance.

A DECOUPER et à envoyer avant le 25 février 1985 à l'une des adresses ci-dessous. Les listes reçues après cette date ne seront pas prises en compte.

Suisse : « Changer », 1824 Caux  
Canada : « Changer »,  
387 ch. de la Côte Ste Catherine,  
Montréal,  
Québec H2V 2B5

France et autres pays : « Changer »,  
68 boulevard Flandrin, 75116 Paris.

N.B. Pour des raisons d'efficacité, nous ne pouvons pas prendre en compte les adresses dans les pays autres que la France, le Canada, la Belgique et la Suisse.

M. / Mme / Mlle

Nom : ..... Prénom : ..... 1

N° ..... Rue .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Pays : .....

M. / Mme / Mlle

Nom : ..... Prénom : ..... 2

N° ..... Rue .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Pays : .....

M. / Mme / Mlle

Nom : ..... Prénom : ..... 3

N° ..... Rue .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Pays : .....

M. / Mme / Mlle

Nom : ..... Prénom : ..... 4

N° ..... Rue .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Pays : .....

M. / Mme / Mlle

Nom : ..... Prénom : ..... 5

N° ..... Rue .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Pays : .....

Liste envoyée par :

M/Mme/Mlle

Nom ..... Prénom : .....

N° ..... Rue .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Pays : .....



**En tout temps, sous toutes les latitudes  
et à tous prix, il y a toujours du voyage dans l'air.**



Il y a ceux qui voyagent pour le plaisir.  
Il y a ceux qui travaillent en voyageant,  
et ceux qui voyagent en travaillant.  
Il y a ceux qui partent en vacances,  
et ceux qui en reviennent.  
Il y a ceux qui ne font qu'un saut  
et rentrent le soir même.  
Et il y a ceux qui font le tour du monde.  
Nous sommes toujours là  
où il y a du voyage dans l'air.

*Swissair ou votre agence de voyages IATA se  
fera un plaisir de vous renseigner sur les trois  
façons de voyager dans le monde entier: en  
First Class, en Business Class ou en Economy  
Class.*

**swissair** 